

L'économie politique du néolibéralisme et de la démocratie illibérale

Article initialement paru le 17 octobre 2017 dans « *Cadmus Journal* »

Sous le titre

The Political Economy of Neoliberalism and Illiberal Democracy

Auteur : [Garry Jacobs](#)

Président et Directeur Général Académie Mondiale des Arts et des Sciences ; PDG et Président du Conseil d'Administration, World University Consortium ; Membre international, Club de Rome ; Président, The Mother's Service Society, Pondichéry, Inde.

Résumé

Les occasions sans précédent manquées à la fin de la guerre froide sont revenues nous hanter et nous narguer sous la forme d'idéologies difformes et de politiques mal conçues. Des notions discréditées, rejetées par l'histoire, relèvent à nouveau la tête pour être finalement enterrées ou nous enterrer. Malgré la rhétorique du Consensus de Washington, la chute du mur de Berlin, l'effondrement du communisme et la dissolution de l'autoritarisme soviétique n'ont pas marqué une justification et une victoire définitives pour le néolibéralisme démocratique occidental. Ils n'ont fait qu'éliminer l'antagonisme qui avait contraint les idéologues occidentaux à modérer leurs actions pour contrebalancer l'attrait humaniste évident du socialisme. Aveuglés par leur propre propagande, les théoriciens, les politiciens et le grand public ont adopté une voie qui menace la stabilité et la durabilité de la société occidentale. La mondialisation, la financiarisation, les fusions et acquisitions mondiales, le système bancaire parallèle, les paradis fiscaux internationaux, le biais politique favorisant l'automatisation à forte intensité énergétique, la maximisation de la valeur actionnariale, la capture de l'État, l'oligarchie et la ploutocratie ont alimenté des niveaux croissants d'inégalité économique et d'insécurité. Plus important encore, ils ont ébranlé les racines du consensus social qui est le fondement des démocraties libérales modernes : polariser et déstabiliser la société et plonger les processus politiques dans le chaos. L'idée que l'économie peut être dissociée et isolée de la politique est une illusion. Il n'y a pas d'économie sans politique et sans droit. Le retour à un capitalisme débridé menace la culture des valeurs libérales et le fonctionnement des institutions démocratiques. Même les démocraties matures montrent des signes de dégénérescence en leurs homonymes illibéraux. L'histoire confirme que les sociétés pacifiques, prospères, libres et harmonieuses peuvent être mieux nourries par la répartition la plus large possible de toutes les formes de pouvoir – politique, économique, éducatif, scientifique, technologique et social – dans la plus large mesure et au plus grand nombre. L'aspiration à la liberté individuelle ne peut être réalisée et préservée que lorsqu'elle est associée au droit à l'égalité sociale. L'interdépendance mutuelle de l'individu et du collectif est la clé de leur réconciliation et de l'avenir de l'humanité.

1. Les défis de la démocratie

La démocratie est assiégée. Les nations qui ont une longue histoire de libéralisme se rétractent sur les principes fondamentaux de la démocratie laïque ou adoptent des sentiments politiques qui sapent effectivement ces principes. Des clôtures sont en train d'être construites, à la fois physiquement et psychologiquement, le long des frontières de sociétés auparavant ouvertes. Les élections démocratiques sont devenues le moyen d'installer des dirigeants qui n'ont que peu de respect pour les valeurs démocratiques. La tolérance, l'ouverture et l'inclusivité sur lesquelles la démocratie moderne est fondée sont rejetées par les candidats et les électeurs en faveur de peurs et d'intérêts sectaires et paroissiaux. Le rôle de la presse libre en tant qu'arbitre impartial des faits est sapé par la montée en puissance des conglomerats de médias d'information privés et publics qui transmettent la préférence politique comme un fait, combinée à une tempête aveuglante de fausses nouvelles. La politique partisane a été polarisée en une lutte où le vainqueur rafle tout jusqu'au bout, menée par des intérêts particuliers et des minorités extrémistes passionnées qui tentent d'imposer leurs programmes à une majorité complaisante. Le pouvoir des entreprises et le pouvoir de l'argent transforment les gouvernements représentatifs en pseudo-démocraties ploutocratiques. Les fondamentalistes s'emparent des instruments de la démocratie laïque pour imposer une homogénéité linguistique, raciale et religieuse intolérante à la place des principes de liberté et d'hétérogénéité harmonieuse qui sont le fondement et le summum de la démocratie. Des idéaux chéris sont jetés au vent ou ne reçoivent qu'un soutien rhétorique du bout des lèvres. L'institution qui a présidé aux progrès les plus remarquables de la civilisation dans l'histoire de l'humanité est fragile et chancelante.

Le dernier quart du XXe siècle semblait annoncer la victoire ultime de la démocratie. Entre le milieu des années 1970 et la fin des années 1990, le nombre de démocraties est passé de 45 à 120 dans ce que Samuel Huntington a appelé la troisième vague de démocratisation. La troisième vague a atteint son apogée et a soudainement dévié de son cours évolutif. Dans ce que Larry Diamond a appelé « une récession démocratique », les dirigeants élus en Iran, en Russie et au Venezuela ont commencé à inverser les acquis de la démocratie par le contrôle des médias, la manipulation des élections, la répression de l'opposition politique, la montée des populistes et des autocrates, la criminalité organisée, la capture de l'appareil gouvernemental par des intérêts économiques et d'autres moyens.¹

Tout cela n'était pas censé arriver. Vingt ans plus tôt, Francis Fukuyama avait proclamé la fin de l'histoire dans son célèbre livre du même nom. Il avait fait valoir que la suprématie de la démocratie libérale occidentale marquait le point final de l'évolution socioculturelle de l'humanité et la forme finale du gouvernement humain. Il a tracé une trajectoire linéaire de progrès politique, économique et social qui éradiquerait les forces concurrentes qui avaient provoqué la violence et l'instabilité tout au long du XXe siècle. La fin de la guerre froide, la dissolution de l'empire soviétique, l'éclatement de l'URSS elle-même, l'effondrement du communisme autoritaire en Europe de l'Est et en Asie centrale, la réunification de l'Allemagne et l'accord capital des superpuissances pour démanteler les énormes ogives nucléaires sous leur contrôle étaient censés conduire à un monde de paix, de liberté et de prospérité pour tous, partout. Par un effet domino classique, les révolutions locales et pour la plupart pacifiques en Europe de l'Est ont remplacé les chefs de parti par des dirigeants démocratiquement élus, bien que trop souvent ce soient les mêmes visages qui apparaissent portant des pancartes différentes. Du jour au lendemain, la physionomie géopolitique de l'Europe et du monde a été radicalement modifiée. Ces événements étonnants ont été suivis rapidement par la fondation de l'Organisation Mondiale du Commerce, l'expansion rapide de l'Union Européenne, une explosion de l'innovation technologique et sa prolifération, et la naissance d'Internet, du World Wide Web en tant que première institution sociale mondiale.

De nombreux dirigeants et intellectuels occidentaux ont commencé à interpréter ces événements comme la justification ultime des idéologies dominantes adoptées par Ronald Reagan et Margaret Thatcher dans les années 1980. S'abattant sur leurs homologues de l'Est, ils ont célébré le triomphe du système économique et politique occidental, proclamant avec audace la victoire finale de la démocratie libérale, la sagesse du marché et le Consensus de Washington. Rejetant la vision et l'héroïsme du président soviétique Mikhaïl Gorbatchev comme la capitulation inévitable devant des forces supérieures, ils ont renoué avec les faits de l'histoire récente pour prouver que l'Occident avait vaincu les ennemis du néolibéralisme en dépensant plus que la machine de guerre soviétique, en libérant les forces créatrices du capitalisme débridé, en dénationalisant les entreprises du secteur public et en démantelant les filets de sécurité sociale qui avaient élevé le niveau de vie occidental à des niveaux sans précédent au cours des décennies précédentes. L'euphorie enivrante des idéologues et des vrais croyants nouvellement libérés s'est répandue de loin en loin. Le communisme était fini. Une nouvelle ou plutôt ancienne forme de capitalisme, discréditée depuis la Grande Dépression, est revenue à la mode et en force. D'anciens politiciens, diplomates et universitaires communistes naïfs ont changé de camp, ont embrassé la nouvelle orthodoxie et ont présidé à la vente rapide de biens publics de premier ordre à d'anciens dirigeants du parti, un acte aux proportions si criminelles qu'il a été plus tard qualifié de plus grand vol de l'histoire du monde. Dans le même temps, l'Union européenne et l'OTAN, toutes deux désireuses de s'étendre vers l'est, ont ouvert leurs bras à leurs anciens ennemis voisins. La promesse faite par l'OTAN à la Russie de s'abstenir de toute expansion militaire vers l'est a été rapidement oubliée et abrogée. L'attrait irrésistible de l'intégration occidentale a conduit à l'éclatement soudain de la Yougoslavie, avant même que l'on ait eu le temps de réfléchir aux aspirations des grands groupes minoritaires dans chacune de ses anciennes républiques, une erreur qui s'est répétée plus tard en Ukraine.

2. L'économie de la politique

Rares sont ceux qui ont perçu que la fin des conflits politiques entre l'Est et l'Ouest préparait un terrain fertile pour une nouvelle menace, encore plus insidieuse, pour la démocratie occidentale - une menace émanant de ses propres rangs. Les vainqueurs autoproclamés de la bataille idéologique du demi-siècle précédent se sont enivrés de leur propre breuvage enivrant. Des signes avant-coureurs ont commencé à apparaître. La création de l'OMC a poussé les pays en développement vulnérables à démanteler des décennies de politiques commerciales conçues pour protéger leurs économies fragiles et leurs populations marginalement employées de l'assaut mondial. L'attrait de l'ouverture des immenses marchés chinois de la main-d'œuvre et de la consommation a éclipsé la menace d'une destruction de l'industrie manufacturière occidentale. Pour contrer la puissance économique croissante de l'UE, le gouvernement américain a fait adopter l'accord de libre-échange nord-américain, en dépit des graves inquiétudes suscitées par son impact sur la main-d'œuvre nationale. Dans le même temps, un cri similaire a été lancé pour persuader les gouvernements nationaux d'assouplir les critères d'application de la législation antitrust, ce qui a entraîné une avalanche de fusions et d'acquisitions qui ont transformé des entreprises essentiellement nationales en conglomérats mondiaux.

.

« À peine 15 % des flux financiers sont aujourd'hui investis dans l'économie réelle. »

En l'espace d'une décennie, le marché mondial s'est transformé en une vaste frontière pour le capitalisme non réglementé, un nouveau Far West pour l'accaparement des terres et les profits,

un casino mondial jouant avec la stabilité et la sécurité du système économique mondial pour jetons. Face à l'intensification de la concurrence pour la domination financière mondiale, les géants américains des services financiers ont persuadé leur gouvernement de démanteler les barrières séparant les banques commerciales et les banques d'investissement, qui protégeaient le système bancaire national depuis les années 1930. La valeur actionnariale a remplacé le service à la clientèle, l'engagement envers les personnes et la responsabilité sociale dans les énoncés de mission des entreprises. La fierté nationale à l'égard des entreprises locales a été sapée par le déplacement rapide des sièges sociaux vers des paradis fiscaux extraterritoriaux, afin d'éviter de rembourser une dette aux sociétés qui avaient favorisé leur essor. Des fonds spéculatifs géants ont proliféré pour échapper aux régulateurs et aux autorités fiscales. Le système bancaire parallèle est passé de 1 300 milliards de dollars en 2011 à 36 000 milliards de dollars en cinq ans. Les marchés financiers ont coupé les liens qui avaient fait d'eux les lignes de vie et les artères pour nourrir l'économie réelle, déclarant que la financiarisation était la véritable religion du capitalisme. Selon une estimation, les entreprises ne réinvestissent qu'un à deux pour cent de leurs actifs dans l'artère principale et à peine 15 % des flux financiers sont désormais investis dans l'économie réelle. [deux](#)

Avec la même soudaineté, les jours grisants de la bulle Internet se sont transformés en effondrement en 2001. Il a fallu une guerre sur deux fronts en Afghanistan et en Irak pour relancer la croissance économique et la confiance en soi politique de l'Amérique dans le nouveau millénaire. Les entreprises ont commencé à canaliser leurs bénéfiques records vers des fusions et acquisitions, des rachats d'actions, des paradis fiscaux offshore et des investissements spéculatifs. Les investissements en capital dans la R&D, les nouvelles installations de production et les nouveaux emplois ont diminué de 21 % entre 2000 et 2010.³ L'explosion des prix de l'immobilier et des matières premières a poussé l'ancien président de la Fed, Alan Greenspan, à nier la formation d'une bulle dans l'économie américaine, tandis que son successeur Ben Bernanke a nié l'existence de la surabondance d'épargne mondiale qui a envoyé des centaines de milliers de milliards de dollars en orbite sur les marchés mondiaux à la recherche de rendements spéculatifs. Ces négationnistes ont été déconcertés et sans voix lorsque la crise des prêts hypothécaires à risque et la crise financière mondiale de 2008 ont éclaté peu de temps après. Pendant ce temps, tout au long de la première décennie du nouveau millénaire, il y avait une prise de conscience croissante dans le monde entier que le capitalisme rampant représentait une menace encore plus grande, et peut-être ultime, pour la communauté mondiale sous la forme de ce qu'Al Gore a gentiment appelé la « vérité qui dérange » du changement climatique.

Le reste appartient à l'histoire récente. Des doses sans précédent d'assouplissement quantitatif ont été déversées sur les marchés mondiaux pour sauver l'industrie financière des conséquences de ses propres actions, tout en permettant à des millions d'Américains d'être dépossédés de leurs maisons et de leurs emplois. La crise financière a rapidement fait place à la grande récession, à la crise de la zone euro, à la montée en flèche du chômage en Europe, à des niveaux d'inégalité sans précédent depuis les années folles, à un ralentissement économique qui a fini par paralyser même la Chine, à la montée de la violence, du terrorisme et de la piraterie chez les jeunes chômeurs des pays en développement, à un printemps arabe tant annoncé qui a rapidement dégénéré en guerres civiles et en prises de contrôle militaires, au ravage de la Syrie au nom de la liberté, à la naissance soudaine de l'ISIS, un flot d'immigration du Moyen-Orient vers l'Europe, à la montée des dirigeants et des politiques d'extrême droite en Hongrie et en Pologne, à la dissolution des frontières ouvertes des systèmes de Schengen, au retour à l'autocratie en Turquie, au vote du Brexit au Royaume-Uni qui a inversé la longue ascension vers l'intégration européenne, à la transformation de la politique américaine en une parodie de démocratie

moderne qui serait extrêmement divertissante si elle n'était pas si réelle, couplée au récent assaut d'une épidémie d'opiacés et d'une violente réaction de suprématie de la race blanche.

Cette très brève esquisse impressionniste des événements historiques importants survenus au cours des trois dernières décennies est loin d'être complète. Elle ne prétend pas rendre justice à la multiplicité et à la complexité des facteurs et des forces qui ont déterminé les développements politiques et économiques au cours de cette période. Elle vise plutôt à mettre en évidence la relation inextricable entre les trajectoires politiques et économiques de l'Occident au cours de cette période, la résurgence de la théorie et de la politique économiques néolibérales et l'effondrement des institutions démocratiques qui en a résulté. Il y a de l'ironie dans cette affirmation. En effet, pendant la majeure partie du 20^e siècle, le néolibéralisme a été présenté comme le plus grand défenseur, le plus fort bastion et la dernière sauvegarde des institutions démocratiques libérales occidentales.

3. Occasions manquées

Avec le recul, l'histoire de la civilisation peut être expliquée soit comme une marche régulière du progrès humain, soit comme une longue série d'occasions manquées. Une plus grande vérité est que c'est les deux à la fois. La Révolution française a balayé des siècles d'oppression féodale et d'inégalité en Europe, pour accepter Napoléon comme empereur et conquérant de l'Europe. La Révolution américaine a fondé une société démocratique d'anciennes colonies, mais elle n'a pas pu traduire les nobles idéaux de la Déclaration d'indépendance dans la Constitution des États-Unis en étendant l'égalité des droits aux femmes et aux esclaves, rendant ainsi inévitable la guerre civile 70 ans plus tard. La guerre de Sécession a uni les États américains sous une structure fédérale forte et a aboli l'esclavage sur le papier, mais il a fallu un siècle de plus pour que le mouvement des droits civiques convertisse la liberté politique en un minimum d'égalité sociale pour des millions de Noirs. Le soleil ne s'est jamais couché sur l'Empire britannique au début des années 1900, mais lorsque l'aspiration à la liberté s'est manifestée dans l'Inde britannique et dans d'autres colonies, le Commonwealth britannique a manqué l'occasion de transformer son vaste empire en premier instrument viable de gouvernance mondiale, une mesure qui aurait bien pu éviter la nécessité de deux guerres mondiales. Les conditions difficiles imposées à l'Allemagne par le traité de Versailles, le refus des États-Unis d'adhérer à la Société des Nations et l'expansion persistante des empires coloniaux européens après la guerre ont été des occasions manquées qui ont inévitablement conduit à la Seconde Guerre mondiale. Les leçons amères de la Grande Dépression ont inauguré le New Deal en tant qu'effort pour humaniser le capitalisme et protéger l'Amérique du communisme, mais le gouvernement a rapidement changé de cap face à une forte opposition idéologique. Le président Roosevelt est mort avant d'avoir pu guider l'adoption d'une deuxième déclaration des droits reconnaissant le droit du peuple américain à l'emploi et à d'autres avantages économiques.

En dépit de ces erreurs et omissions et d'innombrables autres, lorsque la guerre la plus destructrice de l'histoire de l'humanité s'est achevée en 1945, les principales nations du monde ont créé une opportunité sans précédent. Elles ont accepté le démantèlement rapide des empires coloniaux et la création des Nations Unies. La suspicion mutuelle entre les anciens alliés a nécessité l'adoption d'un système de gouvernance non démocratique. L'autorité a été centralisée au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, avec ses cinq membres permanents et son droit de veto. Cet acte d'opportunisme ingénieux a jeté les bases essentielles qui ont permis d'éviter une nouvelle guerre mondiale pendant sept décennies, d'élargir progressivement le nombre de membres de l'ONU, qui est passé de 45 à 193 pays, et de créer un réseau d'institutions mondiales chargées de s'attaquer aux fléaux communs auxquels est confrontée la communauté humaine.

Mais les fondateurs de l'ONU n'ont pas su tirer parti de cette opportunité politique. L'ONU s'est rapidement transformée en un forum de confrontation politique entre des alliances militaires concurrentes. Au lieu d'un désarmement mondial, les relations internationales ont dégénéré en une compétition politique et militaire et en guerres par procuration dans le monde entier, en une guerre froide de 45 ans et en une course effrénée aux armements nucléaires qui a conduit à la production de 70 000 armes nucléaires.

C'est dans cette perspective qu'il faut réexaminer les événements qui se sont produits depuis 1990. Il est nécessaire de se demander s'ils ont été le résultat inévitable de forces intraitables qui n'auraient pas pu autrement être détournées de conséquences plus catastrophiques ou le résultat d'une insistance aveugle sur des idées discréditées et des attitudes archaïques qui ramènent maintenant à un avenir lourd de conséquences beaucoup plus catastrophiques que toutes celles qu'ils ont cherché à éviter. Car les événements récents suggèrent que la victoire autoproclamée de la démocratie et de l'économie néolibérale risque maintenant de saper les principes mêmes que les démocraties libérales tiennent pour les plus sacrés. L'explosion exponentielle de la spéculation financière mondiale, les rachats d'actions par les entreprises, le système bancaire parallèle, les paradis fiscaux internationaux, le chômage, l'inégalité des revenus, la polarisation de la politique, la méfiance du public, l'intolérance sociale, l'aliénation et la violence sont des symptômes économiques et politiques vitaux de cette dangereuse mésaventure.

4. Fondements intellectuels de l'économie politique

La relation entre l'économie et la politique a toujours été marquée par d'âpres controverses depuis les temps anciens, lorsque les gouvernements assumaient l'autorité sur les droits de propriété, la fiscalité et la frappe de monnaie. Mais à aucun moment de l'histoire moderne, les deux n'ont fonctionné indépendamment l'une de l'autre. Les gouvernements ont toujours considéré l'économie comme la principale source de revenus et l'économie a toujours dépendu de l'élaboration de lois et de politiques propices à la liberté et au développement économiques, du moins pour une classe privilégiée. Mais ces derniers temps, l'économie et la politique ont été largement perçues comme deux sphères distinctes d'activité, de connaissance et d'expertise, dont l'indépendance est renforcée par la théorie intellectuelle et les divisions académiques.

La discipline de l'économie politique trouve ses origines à l'époque d'Adam Smith, un philosophe moral dont la préoccupation première était de promouvoir le bien-être maximal du plus grand nombre d'êtres humains. Smith cherchait à déterminer le rôle approprié de l'État dans la gouvernance de l'économie afin d'éliminer les effets néfastes des politiques mercantilistes de l'État sur le bien-être de la société. À l'époque, l'économie industrielle naissante était largement considérée comme une province à exploiter par le monarque en collaboration avec une petite classe de marchands riches. La réglementation du commerce et des tarifs douaniers a été fortement biaisée pour favoriser des revenus plus élevés pour le monarque et des profits élevés pour les commerçants nationaux. Le système mercantile a entraîné une hausse des prix pour les consommateurs nationaux, qui ont été doublement pénalisés par des prix intérieurs plus élevés et un accès restreint à des importations compétitives. Smith n'était pas motivé par une foi inébranlable dans la sagesse du marché, mais plutôt par une compréhension claire de la façon dont les puissantes forces nationales, politiques et économiques pouvaient s'emparer du pouvoir social et l'utiliser à leur propre avantage.

La pensée économique s'est développée en Grande-Bretagne à l'apogée de la révolution industrielle. Il s'est concentré sur l'adoption de méthodes permettant d'accroître la productivité

et de réduire les coûts par l'adoption de la technologie et de l'organisation industrielles, associée au développement des marchés financiers, qui ont généré des avantages pour les travailleurs sous la forme d'un plus grand nombre d'emplois et pour les consommateurs sous la forme d'une variété croissante de produits bon marché, comme l'illustre la chute de 99 % du prix des textiles en coton suite à la mécanisation de la transformation et du tissage du coton. Il est à noter que le Raj britannique en Inde, fondé sur les efforts d'entrepreneurs privés à la recherche de profits, a été transformé deux siècles plus tard en une entité politique gouvernée par le gouvernement britannique pour promouvoir les objectifs économiques et politiques de son empire colonial en expansion.

L'inquiétude concernant le rôle et les responsabilités du gouvernement en matière d'économie a été ravivée par la diffusion de la pensée marxiste. Marx n'a pas remis en cause l'efficacité du modèle industriel de production. Mais il s'interrogeait avec véhémence sur l'impact des avantages de ce modèle sur la population dans son ensemble, élevant quelques capitalistes au statut d'une nouvelle aristocratie tout en réduisant le prolétariat grouillant à un simple facteur de production évalué en termes de puissance. Le résultat qu'il envisageait à juste titre était une croissance et un développement énormes de la puissance économique, associés à une concentration croissante de la richesse et des privilèges dans la société européenne. Il a conclu que rien de moins qu'une révolution politique ne pouvait transformer le système économique dominant en un système qui promeut véritablement le bien-être des masses.

Les crises financières et bancaires répétées des années 1890 et du début des années 1900 ont révélé l'extrême vulnérabilité des marchés non réglementés, obligeant les gouvernements à mettre en place des institutions et un cadre juridique de réglementation. L'un des résultats a été la création de la Réserve Fédérale américaine à la suite de la crise bancaire de 1907. Une autre était l'introduction d'une législation antitrust pour empêcher la croissance effrénée des monopoles. Dans le même temps, des politiciens perspicaces tels que Churchill ont pressenti la menace du communisme et ont fortement préconisé la popularisation de l'assurance comme moyen de favoriser la sécurité économique des masses.

Dans le même temps, l'industrialisation rapide a considérablement accru le pouvoir collectif de l'État d'exercer une influence à l'intérieur et à l'extérieur du pays. La montée du nationalisme, associée à l'industrialisation et à l'impérialisme colonial, a conduit à la Première Guerre mondiale, lorsque l'Allemagne a eu recours à la guerre comme moyen de rattraper les anciennes puissances coloniales européennes. Les gouvernements fascistes et communistes ont pris le contrôle des instruments de production pour promouvoir des objectifs politiques.

La menace de marchés non réglementés est devenue indéniable lorsque le Grand Krach et la Grande Dépression ont propulsé la relation entre l'économie et la politique au premier plan. D'un côté, l'inquiétude croissante dans les sociétés industrialisées face à l'augmentation des niveaux de pauvreté urbaine et de chômage et à l'affirmation croissante du travail organisé a fourni un terrain fertile pour la propagation rapide des sympathies communistes. De l'autre côté, cela a conduit au New Deal de Roosevelt, qui représentait un effort massif pour humaniser le capitalisme en érigeant un filet de sécurité juridique et politique et en autorisant le gouvernement à s'immiscer dans tous les domaines de l'économie afin de protéger les masses des défis posés par les niveaux croissants de pauvreté et de chômage.

« Le New Deal était la tentative de l'Amérique de répondre à la menace du communisme en donnant au capitalisme un visage humain. »

La Seconde Guerre mondiale a opposé une alliance de pays capitalistes et communistes à des États fascistes unis par leur dépendance commune au pouvoir du gouvernement et de l'appareil d'État pour faire progresser le pouvoir et les intérêts économiques et politiques de l'État-nation. Leur but était la concentration du pouvoir collectif plutôt que le bien-être individuel. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les puissances mondiales se sont divisées en deux camps, caractérisés comme des économies de marché démocratiques et des États communistes autoritaires. Les intellectuels communistes ont développé des théories soutenant la nationalisation de toutes les activités économiques. En réponse, les économies de marché d'Europe occidentale se sont fortement tournées vers la nationalisation et les mesures de protection sociale pour contrer la menace communiste. La confrontation entre ces positions intellectuelles concurrentes s'est incarnée dans la division politique du monde en blocs économiques et militaires concurrents pendant la guerre froide.

La fin de la guerre froide a conduit à une expansion rapide de la démocratie en Europe de l'Est et dans les pays en développement, ainsi qu'à une transition tout aussi rapide des anciens pays communistes vers des économies de marché. C'était l'occasion de synthétiser un cadre conceptuel et institutionnel réconciliant les points de vue concurrents des camps rivaux en un nouveau paradigme. Au lieu de cela, les intellectuels occidentaux ont saisi l'occasion pour proclamer la victoire finale dans la lutte pour réconcilier la liberté politique et économique avec la justice sociale et l'égalité. Au lieu d'accepter les idées perçues par les deux systèmes, il a ravivé une version extrême de la doctrine néolibérale qui justifiait un renversement des structures juridiques et politiques établies depuis les années 1930 pour gouverner l'économie pour le bien-être de tous les citoyens.

La mondialisation rapide de l'économie au cours des années 1990, stimulée par la création de l'Organisation Mondiale du Commerce, a accentué cette tendance. Pour la première fois depuis la dissolution des empires coloniaux un demi-siècle plus tôt, les entreprises commerciales se sont retrouvées confrontées à une énorme frontière économique instable et non civilisée, un Far West pour l'expansion commerciale et financière, sans entrave par la réglementation gouvernementale. En opposant les nations les unes aux autres sur le plan de la concurrence pour leur propre bénéfice, le marché mondial a également permis aux entreprises d'échapper pour la première fois à la surveillance, à la taxation et à la réglementation de leurs propres gouvernements nationaux. Le nouvel environnement a été exploité pour renverser un effort séculaire des gouvernements pour combattre et restreindre la monopolisation des marchés. La croissance explosive des fusions et acquisitions à l'échelle nationale et internationale au cours des 20 dernières années a entraîné une concentration du pouvoir de marché qui n'avait pas été observée depuis les années 1920.

5. La menace néolibérale pour la démocratie

La Société du Mont-Pèlerin a été fondée après la Seconde Guerre mondiale par d'éminents intellectuels occidentaux horrifiés par la double menace que le communisme autoritaire et le fascisme avaient fait peser sur les libertés fondamentales de la tradition démocratique. La prise de contrôle du pouvoir industriel par l'État au nom de la nation, du parti ou du peuple avait été l'un des moteurs des deux guerres mondiales. Les membres de la Société ont compris à juste titre que la propriété privée et la liberté économique individuelle avaient servi de condition essentielle et de contrepartie naturelle à la liberté politique dans l'essor de l'Occident. Choqués par la facilité avec laquelle la puissance économique et technologique moderne pouvait être transformée en instrument de destruction massive, ses membres se sont engagés à défendre la liberté d'expression, les politiques économiques de libre marché et les valeurs politiques d'une

société ouverte comme seul rempart efficace contre le totalitarisme. Le terme "néolibéralisme" a évolué au fil du temps et s'applique à différentes doctrines, mais au cours des dernières décennies, il s'est identifié à la doctrine des libertés individuelles et aux politiques de libre marché prônées par la Société du Mont-Pèlerin, l'École autrichienne, l'École de Chicago, Milton Friedman et les politiques de Margaret Thatcher, de Ronald Reagan et d'Alan Greenspan.

Les performances économiques remarquables des États-Unis pendant et après la Seconde Guerre mondiale témoignent de la prospérité sans précédent qui peut être générée en libérant les énergies entrepreneuriales créatives du secteur privé. À la lumière de ce succès étonnant, peu de gens étaient prêts à envisager la possibilité que le même pouvoir qui avait été saisi par l'État pour nourrir les ambitions nationales puisse également être saisi par des entreprises du secteur privé et des individus fortunés à leurs propres fins. Après tout, la conquête et la domination de l'Inde avaient été menées par la Compagnie des Indes Orientales. Ce n'est qu'après deux cents ans que le gouvernement britannique est intervenu pour prendre le contrôle et la possession de ce que l'entreprise privée avait accumulé.

Tout au long du XXe siècle, le communisme a constitué un défi et une menace pour la philosophie du capitalisme incontrôlé. Le soutien au communisme dans de nombreuses citadelles de la démocratie européenne a obligé les partis politiques à reconnaître l'attrait puissant des politiques socialistes qui équilibraient la liberté individuelle avec l'égalité sociale. Avant le déclenchement de la Révolution russe, Churchill avait reconnu la menace en Angleterre et préconisé l'assurance sociale comme moyen de la contrer. Même dans la citadelle du capitalisme, Roosevelt a vu la propagation rapide des sentiments communistes parmi les travailleurs et les chômeurs. Le New Deal était la tentative de l'Amérique de répondre à la menace du communisme en donnant au capitalisme un visage humain. La popularité des politiques sociales-démocrates en Europe occidentale après la guerre était une réponse pragmatique à la concurrence de ses voisins de l'Est dans laquelle la pauvreté et le chômage avaient été légalement abolis.

Tant que le communisme l'a emporté en tant que concurrent viable, le capitalisme a été contraint d'accepter un compromis entre la liberté individuelle et l'égalité sociale. Mais l'effondrement soudain du parti communiste, de l'URSS et du Pacte de Varsovie a éliminé toute concurrence et laissé un vide intellectuel que le néolibéralisme s'est empressé de combler avec une conviction zélée. Par une ironie de la nature, la conséquence intellectuelle de la résurgence du néolibéralisme a conduit précisément au but que les fondateurs de la Société du Mont Pèlerin aspiraient à empêcher. Plutôt que de renforcer la démocratie libérale en assurant la liberté économique, le pouvoir économique débridé est devenu la plus grande menace pour la liberté politique.

Partout dans le monde, le pouvoir de l'argent et les intérêts commerciaux se sont infiltrés et ont pris un contrôle croissant des pouvoirs de gouvernance. Au lieu d'une dictature fasciste ou d'un autoritarisme communiste, les démocraties se sont transformées, par divers moyens, en oligarchies et ploutocraties au service d'une élite économique étroite et exclusive. Ce pouvoir est utilisé pour renforcer et accroître la concentration des richesses et du pouvoir social que les marchés libres étaient censés prévenir. Les moyens de cette contre-révolution capitaliste revêtent diverses formes, à la fois illégales et légales : corruption de gouvernements démocratiquement élus menant à l'extrême à la mainmise sur l'État dans des pays tels que l'Afrique du Sud, domination des oligarques dans les anciennes républiques soviétiques et détournement des institutions démocratiques laïques par des groupes religieux, prise de contrôle des médias indépendants par les intérêts des entreprises, élections démocratiques largement

déterminées par le pouvoir de l'argent, contrôle réglementaire de la politique gouvernementale dictée par les intérêts privés et porte tournante de l'élite entre le monde des affaires et le gouvernement. Autre ironie du sort, cette contre-révolution précipite le réveil du nationalisme et le recul des principes mêmes de coopération internationale et de mutualité sur lesquels les marchés mondiaux et les institutions internationales ont été bâtis.

« La doctrine économique néolibérale est une orthodoxie déguisée en science. »

Une grande attention a été accordée au rôle du fondamentalisme religieux en tant que raison de l'érosion de la démocratie dans les pays en développement. On a beaucoup moins accordé de place au fondamentalisme économique, qui a été l'un des principaux moteurs des pays économiquement avancés depuis la fin de la guerre froide. La doctrine économique néolibérale est une orthodoxie déguisée en science. Elle est fondée sur un ensemble de valeurs et de prémisses implicites qui soutiennent la concentration croissante de toutes les formes de pouvoir social. Elle ne fait que changer le levier central de la politique et de l'économie. La montée du néolibéralisme au cours des dernières décennies, la confiscation du pouvoir politique par le pouvoir financier et les entreprises sous la forme de corruption, d'emprise réglementaire et, dans des cas extrêmes, d'emprise étatique, représentent une menace fondamentale pour l'avenir de la démocratie. La mondialisation de l'économie a créé un Far West non réglementé pour les intérêts financiers et autres intérêts commerciaux qui exploitent l'absence de réglementation au niveau international pour échapper à l'impôt et consolider la concentration du pouvoir de marché, en utilisant la menace de la concurrence internationale pour réduire également la réglementation au niveau national. À un niveau encore plus profond, les racines se trouvent dans une théorie conservatrice et positiviste du droit et du constitutionnalisme, conçue pour protéger des intérêts particuliers plutôt que les droits de l'homme universels et les principes de justice sociale.

Ce n'est pas une coïncidence si le noyau dur des partisans de Donald Trump est principalement issu de la population blanche sans emploi et à faible revenu sans éducation supérieure, qui a été la plus durement touchée par l'ALENA et la mondialisation du commerce. Une grande partie de la majorité des Américains ont voté en faveur de la répudiation d'un système économique qui soutenait le déclin des opportunités économiques à sa base et la montée en flèche des inégalités à son apogée. L'éruption soudaine de manifestations politiques organisées et de violences racistes par des suprémacistes blancs autoproclamés, des néonazis et le KKK à Charlottesville, en Virginie, en août 2017 – qui rappelle si inconfortablement l'Allemagne des années 1930 – est un rappel flagrant de la profondeur de la douleur de l'insécurité économique qui peut creuser dans la psyché d'une population mécontente et balayer des décennies de progrès social.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à l'échec des théories dominantes à aborder la relation fondamentale entre le pouvoir économique et le pouvoir politique. Il y a un besoin urgent d'une théorie sociale qui reconnaisse le fait que toutes les formes de pouvoir social – économique, militaire, politique, technologique, éducatif et culturel – sont interdépendantes et interchangeables. Cette théorie doit également aborder explicitement la question fondamentale de savoir à qui appartient ce pouvoir et à qui doit-il servir.

Le cadre intellectuel néolibéral fait fi de millénaires de civilisation et de culture humaines en justifiant sous une forme voilée un retour à la loi de la jungle et à la lutte du plus fort à l'échelle mondiale. Les leçons de l'histoire et les progrès de l'humanité jusqu'à présent soutiennent une conclusion très différente. L'évolution de la monarchie et de l'autoritarisme à la démocratie

démontre clairement que la distribution la plus large et la plus équitable du pouvoir politique, des droits sociaux, de l'éducation, de l'accès à l'information et à la technologie à tous les citoyens est le système de gouvernement le plus juste, le plus viable, le plus productif, le plus prospère, le plus dynamique et le plus créatif jamais envisagé. De même, sinon plus, la répartition équitable du pouvoir économique est une nécessité impérieuse à la fois pour réaliser les idéaux de la démocratie et pour la préserver de la dissolution dans ses perversions illibérales sous toutes leurs formes.

6. Démocratie illibérale

Il y a toujours eu un grand fossé entre les idéaux de la démocratie et la façon dont elle est pratiquée. Mais, ces derniers temps, ce fossé s'est élargi en une brèche dans laquelle même le semblant de principes démocratiques de gouvernance est mis de côté en échange d'une politique partisane dysfonctionnelle, polarisée, intransigeante et conflictuelle.

Historiquement, la démocratie est apparue en Europe en réaction et en réponse à l'autorité arbitraire, aux vastes inégalités et à la tyrannie impitoyable du féodalisme, de la monarchie et du colonialisme. Au cours du 20^e siècle, elle a bénéficié d'un soutien accru en tant qu'alternative à l'imposition brutale d'un socialisme d'État autocratique et d'un régime militaire. Pendant plusieurs siècles, la démocratie a pu se positionner comme le champion reconnu des droits de l'homme, et plus particulièrement des valeurs de liberté individuelle et d'égalité sociale.

Le déclin et l'échec des gouvernements autoritaires depuis la fin de la guerre froide et l'effondrement du communisme ont modifié l'équilibre des forces et des pratiques. N'étant plus confrontée à la concurrence d'une forme alternative de gouvernement qui promettait plus de sécurité et d'égalité, la démocratie est progressivement devenue la proie de tendances autodestructrices de l'intérieur. La résurgence du néolibéralisme, l'influence croissante du pouvoir de l'argent dans la politique, la porte tournante entre le gouvernement et les entreprises - cinq des personnes nommées par Trump sont d'anciens cadres de Goldman Sachs -, le pouvoir démesuré des lobbyistes et la mentalité du gagnant qui prend tout du parti au pouvoir reflètent le déclin des valeurs libérales et de la culture démocratique sur lesquelles les États-nations hétérogènes modernes ont été fondés.

Dans son livre *The Future of Freedom*, Fareed Zakaria utilise le terme de "démocratie illibérale" pour désigner les pays dans lesquels les mécanismes et les procédures des élections populaires ne sont pas soutenus par les valeurs culturelles fondamentales du libéralisme, qui constituent le cœur et l'âme d'une véritable démocratie. Zakaria retrace l'émergence de la démocratie à partir de cette culture du libéralisme et en tire des conclusions d'une grande pertinence pour notre époque. Il souligne que les institutions de la démocratie ne sont qu'un mécanisme. Les résultats qu'elles génèrent dépendent des idées et des valeurs sur lesquelles elles reposent. En l'absence de valeurs libérales, la démocratie peut devenir et devient facilement un instrument de tyrannie d'une majorité intolérante sur des minorités différentes ou dissidentes. La disparition soudaine des empires coloniaux a entraîné un effort tout aussi soudain de la part des anciennes puissances coloniales et d'autres démocraties occidentales pour pousser, imposer ou cajoler les pays en développement afin qu'ils adoptent des institutions démocratiques avant qu'ils n'aient acquis les valeurs culturelles qui sont à la base de leur conscience. Il en est résulté d'innombrables échecs, débâcles et perversions. L'histoire des sept dernières décennies est marquée par une longue série de guerres nationales et civiles qui ont résulté de cette imposition hâtive à des pays non préparés.

« La démocratie n'est pas simplement un ensemble mécanique de lois et d'institutions. Le matériel externe de la démocratie est rendu viable et fonctionnel sur la base de logiciels sociaux, culturels et psychologiques. »

Alors que l'attention de Zakaria était largement concentrée sur les jeunes démocraties qui avaient été prises en charge par des dirigeants populistes ou un clergé orthodoxe, le terme « démocratie illibérale » est une description appropriée du changement de politique dans l'ancien cœur de la démocratie libérale d'aujourd'hui. Le Brexit, l'élection de Trump sur une plate-forme illibérale par une minorité populaire et le retrait de l'internationalisme dans un certain nombre de pays européens sont des manifestations récentes de ce phénomène. Tant que les problèmes de la démocratie étaient largement confinés aux jeunes démocraties et pseudo-démocraties encore en train d'apprendre, il y avait l'espoir de trouver des remèdes éventuels aux lacunes du système. Mais le déclin de la culture et de la pratique démocratiques au cœur de la démocratie mature est la preuve que le passage du temps ne sera pas une solution suffisante au problème. Même si Trump était démis de ses fonctions demain, le statu quo resterait. Le pouvoir économique s'est infiltré dans la politique en tant que pouvoir derrière le trône pendant des décennies et ne peut pas être aussi facilement destitué de sa position retranchée.

Churchill est souvent cité pour avoir dit : « Personne ne prétend que la démocratie est parfaite ou sage. En effet, il a été dit que la démocratie est la pire forme de gouvernement, à l'exception de toutes les autres formes qui ont été essayées de temps à autre. Mais cela signifie-t-il vraiment que nous ne pouvons pas et ne devons pas nous efforcer de faire mieux ? L'avenir de l'humanité en dépend. La réalisation des objectifs de développement durable de l'ONU dans un délai raisonnable n'est guère possible sans des améliorations significatives de la gouvernance démocratique aux niveaux national et international. La quête de l'Académie mondiale d'un paradigme de développement centré sur l'humain, capable de relever les défis écologiques, économiques, politiques, sociaux et culturels urgents du XXI^e siècle est inconcevable sans de vastes améliorations du gouvernement représentatif. Une réponse efficace à l'insécurité financière croissante dans le monde, au changement climatique, à la prolifération nucléaire, au chômage et au retrait du commerce international nécessite des efforts sérieux pour remédier aux lacunes et aux injustices flagrantes de la démocratie telle qu'elle est actuellement pratiquée.

La faute en revient en grande partie à ceux qui ont été les plus ardents défenseurs de la gouvernance démocratique au cours des dernières décennies. Sous la direction des États-Unis, les démocraties occidentales semblent avoir oublié les principes les plus fondamentaux sur lesquels sont fondées les démocraties stables. Pendant des décennies, ils ont présenté la démocratie comme une panacée pour toutes sortes de maux nationaux et ont proposé de transplanter des systèmes démocratiques à ceux qui n'y sont pas préparés, avec la rapidité et la facilité d'ériger une nouvelle unité d'embouteillage de Coca-Cola ou un restaurant franchisé McDonald's. Ce faisant, beaucoup semblent avoir perdu de vue le fait que la démocratie n'est pas simplement un ensemble mécanique de lois et d'institutions. Le matériel externe de la démocratie est rendu viable et fonctionnel sur la base de logiciels sociaux, culturels et psychologiques, sans lesquels il ne ressemble pas plus à la démocratie réelle qu'à la théocratie iranienne ou à la République démocratique populaire de Corée.

7. L'évolution de la démocratie et du pouvoir social

L'ascension de l'humanité de petites communautés homogènes isolées à une société mondiale interconnectée et complexe marque un processus long, lent, ardu et souvent violent d'évolution sociale, rempli de tentatives infructueuses, d'expériences imparfaites, de contrecoups et de

retours à des formes antérieures, d'usurpations et de perversions par des pouvoirs bien établis qui résistent au changement ou par des groupes privés de leurs droits impatientes de s'emparer du pouvoir. Pourtant, pris dans leur ensemble, les progrès de la démocratie présentent un témoignage remarquable de la marche incomplète de l'humanité de la barbarie à la civilisation et à la culture fondées sur des valeurs humaines universelles.

Dans le premier des dix volumes de son Histoire des peuples de langue anglaise, Winston Churchill raconte la longue succession d'événements qui ont conduit à la formation progressive d'une conscience nationale et d'institutions nationales en Grande-Bretagne au cours des siècles qui ont suivi le déclin et la chute de l'Empire romain. Les vagues successives d'invasions étrangères en provenance de toutes les directions ont conduit à une succession de nouveaux dirigeants en Grande-Bretagne. Chaque nouveau pouvoir exerçait une suzeraineté temporaire sur la population locale, avant d'être supplanté à son tour par une nouvelle vague d'invasions, rendue possible et souvent encouragée par la population locale opprimée et exploitée, désireuse de se débarrasser de l'ancien tyran au profit d'un autre. Au fil des siècles, ce processus a entraîné une augmentation des mélanges et des mariages entre les populations immigrées et locales, ce qui a donné lieu à une population de plus en plus hétérogène. Il a également laissé une mémoire raciale profondément ancrée des souffrances passées et une prise de conscience croissante que le prochain conquérant ne serait probablement pas plus humain ou plus conciliant que le précédent. Peu à peu, un consensus s'est dégagé parmi les familles existantes de barons féodaux pour forger une alliance en faveur d'une monarchie commune. Pendant cinq siècles, ce processus a forgé une identité nationale unificatrice parmi les communautés hétérogènes de Grande-Bretagne, qui a finalement conduit à l'émergence d'un État-nation moderne. L'histoire témoigne du fait que le processus d'évolution sociale et de construction de la nation jusqu'à aujourd'hui s'est déroulé sur de longues périodes et de manière ininterrompue.

Chaque étape successive de l'évolution sociale implique un changement dans la conscience et les valeurs de la société, dans les moyens par lesquels le pouvoir et les privilèges sont distribués, et dans les institutions qu'elle forge pour les exprimer efficacement. La première nécessité fondamentale de chaque société est d'assurer sa propre survie face aux menaces extérieures et intérieures. Toutes les valeurs et tous les idéaux supérieurs sont nécessairement subordonnés à cet objectif existentiel. La survie nécessite l'acquisition d'un pouvoir suffisant au sein de la communauté pour forger des liens solides d'allégeance au système établi. La forme de chaque société détermine les moyens et les principes par lesquels elle exploite et distribue le pouvoir potentiel de la collectivité au profit de ses dirigeants et de ses membres. Ce processus est à son tour le principal déterminant du pouvoir global de la société.

Les premières formes de l'État-nation hétérogène ont conçu un certain nombre de mécanismes pour assurer la continuité et résister à l'usurpation du pouvoir. L'évolution progressive du féodalisme au nationalisme impliquait un troc continu de pouvoir et de privilèges entre les monarques et les barons féodaux, assurant l'allégeance à l'autorité centrale en échange de la reconnaissance des droits et privilèges des partisans loyaux. De cette manière, un processus social de construction d'un consensus donne lieu à un processus de pouvoir qui définit la distribution des droits et des pouvoirs à différents niveaux de la société. L'expérience historique témoigne du fait que plus ce pouvoir est largement distribué, plus la cohésion et la force effective de la société sont grandes.

Les réalisations de chaque société dépendent de sa capacité à développer, libérer, diriger, exploiter et mobiliser les énergies, les connaissances et les compétences de son peuple de manière organisée pour des activités utiles telles que l'autodéfense, la production, l'échange, la

gouvernance, la communication, le transport et l'éducation. Les sociétés antérieures utilisaient une variété d'incitations et d'instruments de contrainte pour diriger les énergies de leur peuple d'une manière intentionnelle, y compris les menaces d'expulsion, la loyauté envers un monarque courageux ou bienveillant, la promesse de paix et de sécurité, les fruits de la conquête, la distribution de privilèges et de récompenses, la punition de la désobéissance et la fierté nationale. L'évolution de la gouvernance qui a conduit aux sociétés démocratiques modernes témoigne de l'histoire de l'effort humain pour concevoir des moyens plus puissants et plus efficaces de générer, de développer et d'exploiter le potentiel social de ses membres afin de réaliser les objectifs et les aspirations du collectif. Les systèmes antérieurs ont atteint différentes mesures de stabilité, de résilience et de puissance pour la conquête ou la défense, mais aucun système antérieur n'a été en mesure d'égaliser les résultats extraordinaires obtenus par les démocraties modernes en tant qu'instrument de génération et de direction ciblée du pouvoir social. En tant que mécanisme social adaptatif, la démocratie est inégalée.

Le pouvoir remarquable de la démocratie découle de sa capacité à fournir un maximum d'incitations et d'opportunités à ses membres individuels pour développer et exprimer leurs propres énergies et capacités d'une manière qui sert les intérêts de la collectivité dans son ensemble. Les tyrans et d'autres formes de gouvernement autoritaire peuvent contraindre à l'obéissance sous peine de mort ceux qui sont directement sous leur supervision et leur contrôle, mais aucune autre forme n'intériorise aussi efficacement la motivation pour des contributions constructives au bien-être de la société que la démocratie. L'effort des sociétés démocratiques modernes pour développer les capacités et renforcer les actions de leurs membres est la source de leur pouvoir social inégalé.

Alors qu'autrefois, le pouvoir était largement concentré et centralisé entre les mains d'une petite élite politique ou militaire et d'une classe riche, les démocraties modernes ont multiplié les centres et les types de pouvoir soutenant sa croissance et son développement. Aujourd'hui, la puissance globale d'une société dépend très largement de ses capacités de production, de finance, de transport, de communication, de production d'électricité, d'éducation, de recherche scientifique, de développement technologique, de système de soins de santé, de création d'emplois, de distribution généralisée des richesses et de sécurité sociale pour ses citoyens.

Le rôle des valeurs et des institutions démocratiques dans la génération et la gouvernance du pouvoir social revêt une grande importance dans les événements récents. La tentative d'utiliser les principes de la démocratie représentative pour imposer une politique partisane populiste ou un monoculturalisme religieux, ethnique ou linguistique est lourde de dangers. La démocratie a évolué en tant qu'instrument d'un multiculturalisme efficace. Les principes libéraux sur lesquels elle est fondée visent à protéger les intérêts des minorités, et non pas seulement à refléter la volonté d'une majorité dominante. On s'attend à ce que les gouvernements démocratiques élus représentent, servent et protègent les droits de tous les citoyens. Ironiquement, aujourd'hui, le symbole le plus efficace de l'esprit démocratique dans les affaires mondiales n'est pas le système présidentiel américain ou le système parlementaire britannique, mais le Commonwealth, une organisation intergouvernementale de 52 nations, dirigée par la reine Elizabeth II, qui préside à la politique partisane d'innombrables partis politiques nationaux en tant que représentante de tout son peuple.

8. Fondements sociaux et culturels de la démocratie

L'évolution de l'État-nation démocratique moderne est née de la transformation progressive de la façon dont le pouvoir et les privilèges sont distribués dans la société à travers trois stades de

développement. Au début, les facteurs physiques étaient les principaux déterminants : le pouvoir du guerrier ou du groupe le plus fort de diriger, de dominer et de contraindre l'allégeance, le pouvoir du droit héréditaire basé sur la naissance et la lignée, et le pouvoir de la terre en tant que principale ressource de production étaient prédominants dans les empires militaires, les monarchies et les sociétés féodales. Le pouvoir de la société était concentré entre les mains de quelques-uns et appliqué principalement pour préserver l'autorité et les privilèges de ses dirigeants. Au fur et à mesure que la société devenait plus dynamique et productive, le pouvoir a commencé à se déplacer vers les centres du commerce et de nouvelles richesses. Les monarques en sont venus à dépendre d'une classe marchande florissante pour leur soutien. Une plus grande liberté d'action et une plus large distribution des récompenses se sont avérées nécessaires pour encourager l'initiative et l'esprit d'entreprise plutôt que la simple allégeance et l'obéissance au sein d'une population plus large. Avec une plus grande liberté, la société a acquis une capacité sociale et un pouvoir social beaucoup plus importants, et les sources de ce pouvoir exigeaient une part croissante des fruits de la distribution du pouvoir. C'est ainsi que commença la longue lutte qui aboutit finalement à la suprématie du Parlement sur la monarchie en Angleterre et à la révolution en France. En outre, la France républicaine sous Napoléon a démontré qu'une nation de citoyens luttant pour la gloire ou la défense de leur pays était bien supérieure en force aux armées de mercenaires dont disposaient les empereurs héréditaires d'Europe.

Les racines de la démocratie moderne remontent à l'élaboration de constitutions et de processus juridiques par lesquels l'accès et la distribution du pouvoir dans la société ont été définis et déterminés sur la base des droits, des valeurs universelles et des principes de justice. La lutte pour le partage du pouvoir au sein de la société s'est déplacée du champ de bataille et des intrigues judiciaires vers le parlement, où de nouvelles lois ont été élaborées pour définir les droits des citoyens et où les processus électoraux servent de base à la distribution et à l'exercice du pouvoir. Une culture du libéralisme fondée sur la liberté et les droits de chaque citoyen a émergé comme le berceau du développement des institutions de la démocratie moderne.

Ce processus constitutif a donné naissance à un ensemble de principes impersonnels de gouvernance, de partage du pouvoir et de distribution des bénéfices pour remplacer les préférences personnelles imposées par un monarque ou un dirigeant autoritaire. Les lois découlant de ce processus ont été élaborées par un processus législatif qui, dans la mesure où la nation était une démocratie représentative fonctionnelle, reflétait le consentement et les valeurs dominantes de la société dans son ensemble. Ainsi, le pouvoir politique a été fondé sur un processus social et défini et circonscrit par un processus juridique, législatif et constitutif. En démocratie, la loi est la codification de la conscience publique. Dans la mesure où le processus législatif ignore, outrepassé ou impose prématurément de nouvelles normes à la conscience publique, il risque de saper l'autorité de la loi et les institutions démocratiques sur lesquelles elle repose. Par conséquent, à tout moment, la conscience de la population est le déterminant final du fonctionnement de ses institutions. Il n'est pas surprenant de constater que de telles difficultés persistent chez des peuples qui ont entamé la transition à une période beaucoup plus tardive de l'histoire de l'humanité.

« L'évolution sociale implique le développement progressif des sociétés, qui passent d'un accent presque exclusif sur la conformité sociale et la soumission aveugle à l'autorité à un accent croissant sur la reconnaissance et l'autonomisation de leurs membres individuels. »

La démocratie est une forme sophistiquée d'organisation sociale conçue pour développer et exploiter plus efficacement les capacités potentielles des communautés nationales et pour

distribuer et appliquer plus largement le pouvoir social qu'elle génère pour promouvoir le bien-être de l'ensemble de la communauté. L'avènement de la démocratie est l'expression d'un processus plus large et plus fondamental d'évolution sociale, qui est passé de petites communautés homogènes isolées à des États-nations plus grands, ouverts et hétérogènes, vivant dans des échanges productifs et en harmonie en tant que membres de la communauté mondiale. La formation de l'État-nation et le développement d'institutions démocratiques efficaces dépendent tous deux du développement simultané de la conscience des citoyens et de l'identité consciente de la société organisée. Ni l'une ni l'autre n'est suffisante en soi.

L'État-nation hétérogène est fondé sur une culture d'inclusion, de tolérance et de diversité. Sans ces trois valeurs, aucun État-nation ne peut rester stable, sûr et prospère. À chaque étape de l'évolution nationale, il y a une tendance inévitable des sources de pouvoir enracinées à s'accrocher ou à revenir à des formules antérieures d'identité nationale tirées de l'histoire ou fabriquées à partir de l'imagination, comme dans le cas du mythe des origines aryennes dans l'Allemagne nazie ou de l'affirmation actuelle par les minorités en Amérique que les États-Unis laïcs sont une nation chrétienne, la désécularisation de la Turquie ou les appels à redéfinir l'identité de l'Inde – l'une des expériences les plus riches de la nature en matière d'hétérogénéité fondée sur une culture de tolérance – en tant que nation hindoue. Ces revendications sont souvent fondées sur des intérêts particuliers bien déguisés, une ignorance enracinée et une peur irrationnelle. Presque toujours, ils sont fondés sur une remarquable capacité d'oublier, de déformer ou de réviser l'histoire d'un peuple pour négliger les archives historiques, car dans presque tous les cas, les prétendants actuels à la domination culturelle étaient eux-mêmes des minorités antérieures admises et assimilées dans la société par une majorité tolérante.

9. Individuelle et collective : liberté et égalité

« L'accomplissement individuel est toujours le résultat des réalisations cumulatives de la société dans son ensemble. »

Une culture démocratique viable doit concilier deux ensembles d'intérêts qui sont souvent juxtaposés comme s'excluant mutuellement : les droits de l'individu et les droits de la collectivité. Comme nous l'avons vu plus haut, l'évolution sociale implique le développement progressif des sociétés, qui passent d'un accent presque exclusif sur la conformité sociale et la soumission aveugle à l'autorité à un accent croissant sur la reconnaissance et l'autonomisation de leurs membres individuels. En réalité, les deux termes – individuel et collectif – sont toujours interdépendants l'un de l'autre. Aucune société ne peut survivre, se développer et évoluer sans l'aspiration, l'imagination, la prévoyance, le leadership, le courage et l'initiative d'individus développés dont la vision et les actions transcendent le statu quo en tant que catalyseurs du progrès collectif. À son tour, aucun individu ne peut se développer pleinement sans puiser dans le riche réservoir de ressources sociales générées, organisées et transmises de génération en génération par la collectivité. La société est la source de toutes les valeurs, de toutes les connaissances, de toutes les compétences, de toutes les qualités de leadership et de toutes les compétences organisationnelles nécessaires au développement du caractère et de la personnalité de chacun. La société soutient le développement de leaders individuels qui, à leur tour, soutiennent le développement de la société. L'individuel et le collectif représentent des éléments complémentaires plutôt que contradictoires.

Autrefois, le nombre d'individus qui acquéraient ces capacités et accédaient à des postes de direction était sévèrement limité à une petite élite militaire, aristocratique ou économique. Mais la courbe de l'évolution sociale indique clairement une diffusion croissante des capacités

de leadership par l'éducation et des opportunités de leadership par la liberté de mobilité sociale. En 1861, un seul doctorat a été décerné dans l'ensemble des États-Unis. Aujourd'hui, plus de 50 000 prix sont décernés chaque année. Tous les pouvoirs développés par la société au cours d'innombrables générations sont aujourd'hui rendus accessibles à un nombre toujours plus grand de citoyens pour leur permettre d'acquérir les capacités de développement personnel et d'accomplissement individuel nécessaires au développement ultérieur de la société.

La liberté est la valeur la plus essentielle pour le développement de l'individu et le dynamisme de la société. C'est pourquoi les systèmes politiques et économiques les plus performants mettent l'accent sur la création de conditions qui non seulement permettent, mais soutiennent aussi activement le développement le plus complet, l'autonomisation et la liberté d'action de leurs membres individuels. L'énergie, la vision, la créativité, le courage, l'innovation et l'initiative des individus sont le moteur du développement continu du collectif social. La société qui donne et investit tant dans ses membres attend et exige à son tour que chaque membre contribue à son développement ultérieur et à celui de tous ses membres, plutôt que de chercher à accumuler et à posséder pour son seul bénéfice personnel les fruits de tout ce qu'il a reçu de la société. Par conséquent, parallèlement à la liberté, les valeurs sociales et les structures de pouvoir exigent le partage des avantages au sein de l'ensemble de la population. Ce n'est qu'alors qu'il pourra préserver la stabilité, la cohésion et l'harmonie nécessaires à un progrès évolutif continu. Les sociétés démocratiques modernes représentent le modèle le plus avancé pour équilibrer, concilier et harmoniser le double objectif du développement et du bien-être individuels et de l'harmonie et du bien-être sociaux.

Toutes sortes d'expériences ont été établies tout au long de l'histoire, mettant l'accent sur l'une ou l'autre extrémité du spectre des valeurs. Le fascisme et le communisme ont démontré l'énorme pouvoir de subordination de l'individu aux intérêts perçus de la collectivité. La première s'est détruite elle-même par l'application de la violence contre d'autres sociétés ainsi que contre ses propres membres. Celle-ci s'est détruite elle-même en supprimant les énergies créatrices et dynamiques de son peuple. Dans les deux cas, la centralisation du pouvoir social a fini par consommer les sociétés dans lesquelles il était appliqué. Le capitalisme, d'autre part, a toujours eu tendance à errer dans l'autre sens en mettant l'accent sur la libération de l'initiative individuelle sans se soucier suffisamment du bien-être de la collectivité. La décentralisation excessive du pouvoir social en tant que droit individuel ou corporatif à l'individualisme égoïste constitue une menace permanente pour la stabilité et la cohésion des sociétés démocratiques.

Tant que le capitalisme démocratique a été confronté à la concurrence de la sécurité économique promise par le communisme, il a été soumis à des contraintes auto-imposées pour empêcher un mécontentement excessif parmi les niveaux inférieurs de la société et les intellectuels qui préfèrent la justice sociale à l'auto-indulgence acquisitive. Maintenant que la concurrence a disparu, les idéologues néolibéraux ont ravivé la tendance destructrice du capitalisme à affirmer la revendication des membres les plus talentueux et les plus dynamiques aux pleins et uniques avantages du travail. En réalité, l'accomplissement individuel est toujours le résultat des réalisations cumulées de la société dans son ensemble. Nous ne pouvons pas penser une pensée, exprimer une idée ou agir un seul instant sans puiser dans le riche patrimoine social de connaissances, de compétences, d'inventions développées par d'innombrables générations d'humanité comme base et soutien. Les valeurs de l'individualité et de la liberté individuelle font elles-mêmes partie de cet héritage. Les valeurs de la société sont le résultat de son développement social, culturel et psychologique.

L'expression de ces valeurs est principalement déterminée par l'organisation sociale de ses systèmes politiques et économiques et par les relations entre eux.

Un simple compromis ou un simple équilibre entre les deux ensembles de valeurs ne peut jamais représenter plus qu'une solution temporaire et instable résultant en des oscillations alternatives entre la gauche et la droite. La véritable solution réside dans une réconciliation des deux ensembles de valeurs à un niveau plus élevé dans lequel l'individualisme égoïste de chaque citoyen cherchant à maximiser son propre bien-être, quel que soit son impact sur les autres, évolue vers une individualité auto-actualisée dans laquelle chaque personne cherche à maximiser son propre bien-être en servant le développement des autres individus et de la société dans son ensemble. C'est la réconciliation envisagée par Carl Jung, Abraham Maslow, Carl Rogers, Rollo May et d'autres grands psychologues humanistes du siècle dernier.

Cette perspective peut paraître utopique. La transformation du caractère et du comportement humains est certainement un défi trop redoutable pour être sérieusement envisagé. Pourtant, l'évolution de la conscience humaine a été le courant sous-jacent dominant et le moteur de tous les progrès du développement, de la civilisation et de la culture. Il n'est pas nécessaire de remonter très loin dans l'histoire jusqu'à l'époque où les hordes de maraudeurs anéantissaient des civilisations entières, où les puissances coloniales faisaient le commerce des esclaves et revendiquaient des nations entières comme leur propriété privée, où la conquête impériale par la loi du plus fort était la divinité qui présidait à l'époque, où les conflits étaient décidés sur le champ de bataille ou dans l'arène du duel plutôt qu'à la table de conférence ou dans les tribunaux. Les droits de l'homme étaient étroitement confinés aux privilèges d'une petite élite puissante, l'éducation était le luxe de l'aristocrate et du clergé, la vérité était le monopole de l'église ou de la mosquée dénonçant tous les points de vue contraires aux siens, le savoir était la possession exclusive de pseudo-intellectuels débitant des arguments circulaires qui ne font qu'affirmer leurs propres prémisses sans faits ni expérience pour valider leurs affirmations. La supériorité et l'infériorité raciales et sexuelles étaient considérées comme trop évidentes pour être débattues, les tyrans étaient respectés pour leur puissance, la richesse était le pouvoir de la collectivité possédée et dédiée à la dissipation extravagante de quelques privilégiés, le mensonge sous toutes ses formes était acceptable tant qu'il était déguisé en sagesse conventionnelle. Ces temps sont révolus, quoi qu'en disent les démagogues d'un jour à l'esprit étroit d'aujourd'hui. Il est temps de passer à autre chose. L'histoire des deux derniers siècles l'affirme. Les aspirations de la jeunesse d'aujourd'hui l'exigent. Le destin de l'humanité le rend inévitable.

« Ce qu'il faut, c'est une éducation à la vie qui développe et libère consciemment les énergies et les capacités physiques, sociales, émotionnelles, mentales et spirituelles de chaque individu pour l'esprit d'entreprise, la créativité et le bien-être. »

Ces vérités nous obligent à chercher, tant en théorie qu'en pratique, une formulation qui distribue librement et équitablement toutes les formes de pouvoir social à tous les êtres humains, partout dans le monde. Cette formulation à elle seule peut donner le plus grand pouvoir à l'individu et à la collectivité de poursuivre des niveaux toujours plus élevés de bien-être et de bien-être humains. Aucune autre réponse possible ne permettra à l'humanité de faire face avec succès aux défis mondiaux multidimensionnels auxquels la société est confrontée aujourd'hui. Marx avait raison, l'humanité a besoin d'une révolution et elle doit commencer par une révolution intellectuelle qui rejette les vérités doctrinaires proclamant la validité exclusive d'une formule partielle limitée et embrasse une perspective intégrée qui réconcilie la liberté individuelle avec l'égalité sociale et la justice pour tous.

À une époque où les mécanismes omniprésents s'étendent dans le monde entier et encerclent la vie de chaque individu avec le fardeau écrasant des bureaucraties, des systèmes, des technologies et de tant d'autres exigences procédurales qui limitent la forme, il est tentant de souhaiter un démantèlement de tous les mécanismes qui peuvent libérer les individus de toutes les charges et nous laisser libres de poursuivre notre propre destin. Pourtant, l'histoire témoigne du fait que la conception d'une liberté illimitée implique inévitablement l'imposition de contraintes arbitraires à tous les autres, comme l'ont si bien démontré la conversion des marchés financiers en un casino mondial, le commerce international en un cartel mondial de monopoles, l'argent en politique en un oligopole sapant les principes mêmes de la liberté pour tous. et une croissance effrénée dans le ravage de la Nature. Il est tout aussi tentant de penser qu'un simple individu est presque impuissant face au poids collectif d'un mécanisme impersonnel. Par conséquent, il convient de réfléchir qu'à travers l'histoire jusqu'à nos jours, les actions des individus ont toujours joué un rôle démesuré dans l'évolution du collectif.

Aujourd'hui, nous assistons une fois de plus avec consternation à la capacité d'une poignée de démagogues de contester, de retarder et d'inverser au moins temporairement des siècles de progrès social. Dans des moments comme ceux-ci, il est nécessaire de rappeler que, dans le passé, d'autres petits groupes d'individus visionnaires ont montré le pouvoir d'inspirer et de déclencher un progrès social rapide. L'un de ces groupes était les pères fondateurs de l'Amérique. Et parmi ses membres remarquables, il y a l'exemple singulier de Washington, qui, en tant que commandant et chef de l'armée continentale, a catégoriquement insisté pour soumettre son autorité militaire à celle du Congrès naissant. À une époque où les colons américains ont tant sacrifié pour vaincre le régime autocratique, ils ont choisi Washington comme premier président parce qu'il avait si singulièrement démontré la détermination de placer l'autorité, le pouvoir et le bien-être de la collectivité au-dessus et au-delà de l'autorité personnelle, de l'ambition et du prestige de ses dirigeants.

10. Éducation et évolution sociale

Un leadership de cette qualité ne pousse pas sur les arbres et ne fleurit pas dans les déserts. Il est le produit du sol fertile de l'éveil social et des valeurs culturelles. Il ne peut être fabriqué, mais il peut être nourri par l'éducation. Mais il ne peut être atteint par un système d'éducation qui produit d'innombrables copies de citoyens de masse équipés de la programmation intellectuelle standard, de la sagesse conventionnelle et des compétences professionnelles requises pour servir de rouages sans cervelle dans la machinerie sociale. Il ne peut être atteint que par une forme d'éducation qui valorise la pensée indépendante, le développement de la personnalité et la créativité bien plus que la mémorisation de faits et l'ingestion ou l'indigestion de théories et de dogmes dominants se faisant passer pour des connaissances. À une époque où même la stabilité et la sécurité de la famille nucléaire sont menacées, l'éducation est le moyen le plus avancé dont nous disposons pour favoriser l'épanouissement de chaque individu. À cette fin, un enseignement professionnel limité à la formation de citoyens-employés dotés des compétences requises par notre société technologique de plus en plus complexe ne suffira pas. Ce qu'il faut, c'est une éducation à la vie qui développe et libère consciemment les énergies et les capacités physiques, sociales, émotionnelles, mentales et spirituelles de chaque individu pour l'esprit d'entreprise, la créativité et le bien-être.

Notes

1. Francis Fukuyama, *Les origines de l'ordre politique : de la préhistoire à la Révolution française* (New York : Farrar, Straus et Giroux, 2011)

2. Rana Foroohar, *Makers and Takers : The Rise of Finance and the Fall of American Business* (New York : Crown Publishing, 2016).
3. Foroohar, *Makers and Takers*, p. 68.
4. Alexander C. Kaufman, « La Russie et les États-Unis sont presque à égalité en tant que leaders de l'inégalité des revenus », *The Huffington Post*, 17 août 2017
http://www.huffingtonpost.in/entry/russia-us-inequality_us_5994ae69e4b0d0d2cc83f463

À propos de l'auteur (s)



[Garry Jacobs](#)

président et chef de la direction, Académie mondiale des arts et des sciences ; PDG et président du conseil d'administration, World University Consortium ; Membre international, Club de Rome ; Présidente, The Mother's Service Society, Pondichéry, Inde.

TERMES CONNEXES :